

Pauvre liberté

DOMINIQUE PAYETTE, *Les brutes et la punaise. Les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures*, Montréal, Lux Éditeur, 2019, 152 pages

Chantale Lagacé

Volume 13, Number 3, Summer 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91138ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lagacé, C. (2019). Review of [Pauvre liberté / DOMINIQUE PAYETTE, *Les brutes et la punaise. Les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures*, Montréal, Lux Éditeur, 2019, 152 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(3), 12–14.

Pauvre liberté

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie, collège Montmorency

DOMINIQUE PAYETTE

LES BRUTES ET LA PUNAISE. LES RADIOS-POUBELLES, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LE COMMERCE DES INJURES

Montréal, Lux Éditeur, 2019, 152 pages

Dans cet ouvrage, Dominique Payette, professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval et candidate défaite pour le PQ en 2014, rappelle d'abord un moment de sa carrière, à savoir la publication, en 2015, du rapport *L'information à Québec, un enjeu capital*, dans lequel elle traçait un portrait des médias d'information et analysait les discours des radios de confrontation (désignées comme « radios-poubelles » par Payette). Il faut rappeler que cette recherche avait été financée par le fonds de Pauline Marois, ex-première ministre du Québec, au ministère du Conseil exécutif et que Dominique Payette fut candidate pour le PQ aux élections de 2014.

Sans compter les critiques de la part des adversaires politiques du PQ, il n'en fallait pas plus pour que Dominique Payette soit vouée aux gémonies et même objet de menaces, de la part de ces radios et de leurs admirateurs, ce qui, même les observateurs les plus distraits l'auront remarqué, constitue un fait supplémentaire à l'appui de son rapport. Le titre de l'ouvrage ici recensé, *Les brutes et la punaise*, fait allusion à un courriel adressé à l'auteure par un retraité de 72 ans¹ affirmant « On vous a à l'œil, on va vous écraser comme une punaise » (cité p. 10). Payette reprend en exergue le propos de Hannah Arendt selon qui : « La liberté d'expression est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat ». La violence dont usent ces radios, loin d'être un engagement dans des dialogues ou des débats, est, au contraire, une manière de mettre fin à la discussion : « là où elle commence, le discours s'arrête. » (p. 89)

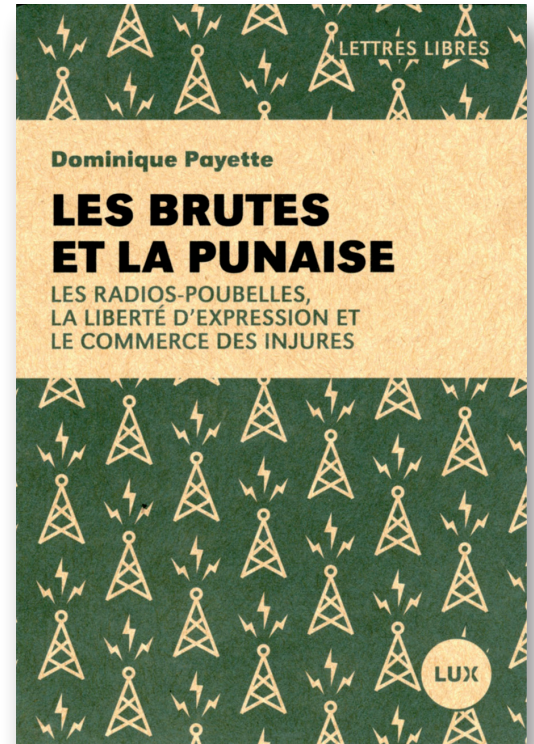
Voilà donc le point de départ de la réflexion de l'auteure qui pose la question de la responsabilité de ceux à qui l'on donne la parole sur les ondes publiques. L'analyse porte sur les critères du journalisme d'opinion (dont l'auteure ne conteste nullement la légitimité), sur la distinction entre la

manipulation et l'opinion, ainsi que sur le rapport entre l'opinion et les faits. À ces questions s'ajoutent celles du contexte dans lequel se déploie le journalisme d'opinion, ici, l'encadrement juridique des médias d'information et le régime économique dans lequel ils œuvrent.

En d'autres termes, tout en répétant sans cesse qu'on ne peut plus rien dire, ces animateurs et chroniqueurs s'accordent le droit de dire n'importe quoi, en s'offusquant du même souffle des protestations devant les calomnies, les mensonges, la diffamation, la violence verbale, les incitations à la violence, etc.

Tout en affirmant que l'appui à des partis ou à des candidats est tout à fait légitime et pratique courante de la part de médias, Payette fait ressortir que, dans le cas des radios de confrontation de Québec, le soutien à une idéologie de droite, tout aussi légitime, se traduit dans des pratiques qui, elles, ne le sont pas, telles la distorsion des faits, les attaques répétées contre des groupes (féministes, environnementalistes, syndicaux, de gauche, pauvres, bénéficiaires de l'aide sociale, immigrants, autochtones, etc.) ou des individus (quoique cette dernière stratégie soit moins utilisée suite à des poursuites judiciaires). Elle observe que toutes ces cibles ont en commun de rappeler « l'importance vitale du lien social » (p. 57) évoquant, tant par leur existence que par leurs discours, que la solidarité est nécessaire à la vie en société, ce qui heurte de plein fouet, les présupposés du populisme de droite véhiculé par ces radios. Les attaques répétées envers ces groupes permettent également aux animateurs et aux chroniqueurs, prodigieux sophisme, de transformer les hommes blancs hétérosexuels, cible commerciale de ces radios, en victimes d'une société qu'ils prétendent injuste envers eux.

C'est seulement par un détournement de sens que ces pratiques peuvent se voir justifiées au nom de la liberté. Les déboires de Radio X devant le CRTC ont inspiré aux avocats et aux conseillers de la station de brandir cet étendard en leur défense. Pour Payette, voici le point de départ pour exposer le contexte juridique, tant en termes de réglementation (peu contraignante) que d'organisation (disposant de peu de moyens), qui permet aux stations de radio de confrontation de continuer à diffuser des propos propagandistes, violents et diffamatoires.



L'auteure craint qu'une interprétation strictement juridique de ce qu'il est permis ou non d'affirmer voile des questions politiques essentielles telles que d'éventuels accroc à l'esprit des lois électorales, le respect du caractère démocratique du journalisme, la distinction entre l'opinion et la propagande². Le journalisme d'opinion n'est pas dénué de règles et de principes d'exercice et la radio de confrontation y déroge systématiquement, tant par son absence de recours aux faits que par la piètre qualité des raisonnements que l'on y tient. Ainsi, des grands principes énoncés par le code de déontologie du CPQ, on ne retient que la latitude dans le style et le ton, faisant fi des balises quant au contenu et à la rigueur.

Le cadre économique est primordial pour comprendre cette situation. Dans le cas de la pollution par exemple, on notera que 17% des annonceurs proviennent du secteur du commerce de l'automobile, sans compter le poids des publicités visant les propriétaires de maisons dont plusieurs vivent en banlieue (Payette cite ici le groupe militant *Sortons les radio-poubelles*). Mais, plus globalement, ce sont les transferts de publicité vers les médias numériques qui affectent très durement l'ensemble des médias électroniques et imprimés, l'information en particulier. Dans ce contexte, les radios de confrontation adoptent deux stratégies. La première est le *narrowcasting* (par opposition au *broadcasting*) qui consiste à définir un segment étroitement délimité de la population (ici les hommes de 20 à 45 ans

¹ L'auteur du courriel a été retrouvé par la police qui a estimé qu'il ne s'agissait pas d'une menace réelle, l'homme, disant avoir agi impulsivement, étant sans arme, sans antécédents judiciaires et sans affiliation à un groupe organisé.

² Le lecteur trouvera d'utiles éclairages sur ces questions, notamment sur la distinction entre la liberté d'expression comme norme juridique et comme principe politique dans l'ouvrage *Liberté surveillée*, également recensé dans le présent numéro.

suite de la page 12



résidant en banlieue) lequel on vise à s'attacher par une programmation spécialisée. La deuxième est la réduction des coûts. Un micro donné à une vedette, même chèrement rémunérée, pour diffuser ses coups de gueule et ses états d'âme coûtera toujours moins cher qu'un contenu fondé sur de l'analyse et de la recherche, qui prennent du temps et exigent du personnel qualifié. Cette stratégie a également pour bénéfice un contenu plus divertissant... du moins selon certains critères.

Le lecteur qui s'est intéressé à la publication du rapport Payette et qui connaît les radios de confrontation aurait souhaité que l'analyse soit plus approfondie. Celui qui a des préoccupations méthodologiques regrettera que cet aspect ne soit pas abordé. Reste que cet ouvrage fait une description adéquate et pertinente des propos et du ton de ces stations, tout en soulevant des questions essentielles en l'état actuel du monde médiatique. Tous les médias d'information sont confrontés au même régime économique et au même contexte social de réception des messages et ils évoluent dans une société friande de divertissement qui tend à se polariser au plan idéologique.

suite de la page 13



toute activité non violente visant à transmettre une signification» (Trudel, p. 47). On ne peut donc pas se baser sur le contenu d'un message pour en déterminer la légalité, ce qui permet d'exprimer des idées erronées, impopulaires, minoritaires, etc., et qui défend autant notre propre liberté que celle de ceux avec qui nous sommes en désaccord. C'est, plus ou moins implicitement, sur cette conception que s'appuient les trois textes portant sur la question des sexes et des genres (Rhéa Jean, Annie-Ève Collin, Diane Guilbault et Michèle Sirois).

Par le cas des groupes racistes tels Atalante, La Meute, FQS, Potvin et Mathelet analysent les dispositions du Code criminel et la jurisprudence relatives aux discours haineux. Les auteurs soulèvent le «peu de poursuites juridiques pour propagande haineuse, au regard des effets préjudiciables de l'activité propagandiste de ces groupes» (p. 103). Ils concluent à l'immobilisme judiciaire et politique au Québec, à l'égard des discours racistes et haineux comme à celui de l'instrumentalisation de la liberté d'expression, formulant le souhait d'un questionnement politique plus global sur d'éventuelles interventions politiques et éducatives. Le tout étant d'autant plus nécessaire, selon eux, que la question identitaire, largement délaissée par le politique, refait surface par le biais de discours au minimum tendancieux envers certains groupes.

À l'université, la liberté d'expression se traduit en liberté universitaire. Lafortune et Poirier font valoir que dans cette expression, le mot «universitaire» fixe les critères de validité des discours, liberté ne signifiant pas absence de contrainte, mais plutôt recherche de la vérité, cette dernière s'exerçant non pas en vertu d'un statut arbitraire des professeurs ou d'une autorité externe, mais bien en fonction de critères scientifiques, c'est-à-dire qu'elle est appuyée par la rigueur que confère une méthodologie bien maîtrisée et

Bien que les animateurs et les chroniqueurs des radios de confrontation revendiquent la liberté, on ressort de leur écoute et de la description qu'en fait Dominique Payette en se disant que ce qu'ils recherchent en fait, c'est la licence, au sens (vieilli selon le *Petit Robert*) de désordre qu'entraîne l'absence de contraintes ou de permission excessive que l'on s'accorde à soi-même. En d'autres termes, tout en répétant sans cesse qu'on ne peut plus rien dire, ces animateurs et chroniqueurs s'accordent le droit de dire n'importe quoi, en s'offusquant du même souffle des protestations devant les calomnies, les mensonges, la diffamation, la violence verbale, les incitations à la violence, etc.

«La dégradation du discours public et la prolifération des informations douteuses sont le fait de ceux qui en sont à l'origine, mais aussi de ceux, très nombreux, qui s'en lavent les mains» (p. 15-16). La liberté est bien amochée entre ceux qui disent n'importe quoi en intimidant leurs adversaires qu'ils traitent en ennemis et ceux dont l'action contribue à rendre socialement inacceptables des propos qu'ils perçoivent comme attentatoires, quels que soient la réalité ou les fondements de cette perception, le tout dans un contexte de confort apathique. Pauvre liberté... ❖

professionnellement mise en œuvre et encadrée par des pairs qui détiennent les mêmes compétences. Or la prolifération des domaines d'études, les politiques de l'identité, le postmodernisme, la gouvernance et les orientations entrepreneuriales sont autant de pressions sur les normes du discours, affaiblissant le principe de rationalité qui guide l'enseignement et la recherche universitaires. S'ajoute à ces données internes un «contexte social où l'anti-intellectualisme et le scepticisme face aux experts sont de plus en plus décomplexés» (Lafortune et Poirier, p. 259).

Cet aperçu de l'ouvrage fait silence sur bien d'autres thèmes qui y sont abordés: démocratie, encadrement juridique des médias, rejet des institutions, etc. Les convaincus ne changeront probablement pas d'idée et des spécialistes de ces questions estimeront peut-être avoir peu à se mettre sous la dent. Quoiqu'il en soit, et c'est tout à faire salubre, c'est un espace de rationalité, accessible à un lecteur motivé et compétent, qui nous est offert ici, en ces temps fertiles en bruits de tous genres. Ces textes constituent une longue et lente réflexion sur les règles de l'engagement dans la recherche de la vérité et de la justice. Peu importe nos positions sur les questions qu'il soulève, on aurait tort de rejeter cette pause par principe idéologique.

On n'a pas encore trouvé de meilleur moyen que la liberté d'expression pour progresser sur la voie de la raison et de l'expression des conflits. En attendant, il faudra accepter d'entendre (et même subir) ce que l'on perçoit comme des grossièretés, des bêtises ou des outrages en sachant, heureusement, que nous avons le droit et les moyens politiques et légaux, de les combattre. Il serait vraiment lamentable qu'au nom du «malaise», cette étrange catégorie de l'entendement et du «ressenti» contemporains, nous régressions à cet égard. Terminons, dans cette perspective, sur un extrait de l'ouvrage: «[l]es accommodements avec la liberté d'expression sont [...] déraisonnables [...] parce que l'intellectuel de gauche qui s'y compromet scie pour ainsi dire la branche sur laquelle il est assis» (Huneman et Barberousse, 2018, cités par Baillargeon, p. 30). ❖